



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT



COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT
DES
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE
TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980

Fax : (202) 522-1618

Washington, le 13 avril 2008

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

1. Nous nous sommes réunis aujourd'hui dimanche 13 avril 2008 à Washington.
2. Nous approuvons l'objectif global du Groupe de la Banque mondiale, qui est de contribuer à une mondialisation solidaire et viable — pour vaincre la pauvreté et promouvoir la croissance dans le respect de l'environnement. Nous nous félicitons du processus lancé pour élargir et préciser le cadre stratégique axé sur les résultats, et nous nous réjouissons à la perspective d'examiner la progression des travaux lors de notre prochaine réunion. À cet égard, nous attendons avec intérêt de voir les résultats de l'examen stratégique du capital de la BIRD et les progrès accomplis en vue d'affecter ce capital de manière plus efficace pour contribuer au développement. Nous insistons de nouveau sur l'importance des efforts destinés à renforcer les synergies entre les différentes institutions du Groupe de la Banque mondiale tout en poursuivant leur décentralisation. Nous avons accordé une attention particulière, dans nos débats, au rôle du Groupe de la Banque mondiale dans les pays les plus pauvres et dans les États en situation précaire et sortant d'un conflit.
3. Nous avons examiné les progrès accomplis en direction des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) tels que décrits dans le cinquième Rapport de suivi mondial. Le monde est sur la trajectoire requise pour réduire de moitié la proportion de la population vivant dans la pauvreté, grâce à une croissance solide et durable. Toutefois, les résultats varient selon les pays et les secteurs. Bien que leur croissance se soit accélérée, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ne seront pas en mesure d'atteindre les ODM. Le maintien d'une croissance durable, plus solide et plus équitable reste une condition indispensable à une réduction plus efficace de la pauvreté. Nous prions instamment les bailleurs de fonds, notamment le Groupe de la Banque mondiale, d'accroître leur appui aux priorités de développement formulées par les pays les plus pauvres. L'année 2008, qui marque le milieu de la période fixée pour atteindre les ODM, sera cruciale si l'on veut imprimer l'élan nécessaire à leur réalisation.
4. Des progrès ont été accomplis en direction des ODM dans le domaine du développement humain, mais le risque de ne pas les atteindre est beaucoup plus grand qu'en ce qui concerne la pauvreté monétaire. Nous demandons un élargissement de l'accès aux services de santé et d'éducation, ainsi qu'une amélioration de leur qualité et de leur efficacité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et nous prônons la poursuite d'interventions publiques prenant en compte les liens étroits qui existent entre les résultats au plan de la santé et de l'éducation, la nutrition, l'eau et l'assainissement

et des facteurs environnementaux comme la pollution et les changements climatiques. Le problème de la malnutrition est encore aggravé par la hausse des prix alimentaires. Nous accueillons favorablement les progrès accomplis à ce jour dans le cadre du plan d'action du Groupe de la Banque mondiale pour la parité hommes-femmes et nous insistons sur la nécessité de faire de la promotion des filles et de la démarginalisation économique des femmes des éléments centraux du développement.

5. Si les perspectives mondiales se sont assombries, les économies émergentes et en développement sont jusqu'à présent moins affectées par l'évolution de la situation sur les marchés des capitaux. Le niveau élevé des cours des produits de base a des effets variables sur les pays, selon que ces derniers sont des importateurs ou des exportateurs nets. Mais, à l'intérieur des frontières de tous les pays en développement, d'importants groupes de populations pauvres sont durement touchés par la cherté des aliments et de l'énergie. Nous demandons au Groupe de la Banque mondiale et au FMI de répondre aux pays en développement sollicitant des conseils sur la manière de gérer les revenus tirés des ressources naturelles et de se tenir prêts à fournir dans les meilleurs délais des conseils sur l'action à mener ainsi qu'un soutien financier aux pays vulnérables exposés à des chocs, tels que la hausse des prix alimentaires et énergétiques. Nous notons avec satisfaction l'appel lancé par le Président de la Banque mondiale à la communauté internationale pour lutter contre la faim et la malnutrition en mettant en place une « nouvelle donne pour la politique alimentaire mondiale », qui allie la fourniture d'une assistance immédiate et des efforts axés sur le moyen et le long terme pour stimuler la productivité agricole dans les pays en développement. Nous prions instamment les bailleurs de fonds d'apporter l'appui nécessaire au Programme alimentaire mondial pour lui permettre de venir immédiatement en aide aux pays les plus durement touchés par le niveau élevé des prix alimentaires et nous encourageons le Groupe de la Banque à renforcer son action dans le secteur agricole.

6. Les États en situation précaire et sortant d'un conflit posent des problèmes particuliers. Nous demandons à la Banque, dans le cadre de sa mission, de faire mieux comprendre les interactions entre précarité et conflits et les approches stratégiques et opérationnelles qui peuvent donner de bons résultats. Nous insistons sur l'importance d'une étroite collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires internationaux et locaux pour assurer un appui économique productif durant les phases transitoires de rétablissement de la paix, aux fins du renforcement des institutions et des réformes de la gouvernance, du développement du secteur privé et de la réalisation de progrès en direction des ODM. Une approche souple, une présence accrue de la Banque sur le terrain et des appuis techniques et financiers novateurs et rapides sont autant de facteurs essentiels au succès de cette démarche. Les pays en développement ont aussi un rôle à jouer par le biais du commerce, de l'intégration régionale et de la coopération Sud-Sud.

7. Il demeure essentiel d'accroître le volume et l'efficacité de l'aide. Nous nous félicitons de l'heureuse conclusion de la Quinzième reconstitution des ressources de l'IDA ; la contribution des donateurs a augmenté de 36 % et cet accomplissement sans précédent portera l'enveloppe globale à plus de 40 milliards de dollars. Nous demandons à l'IDA de continuer de jouer son rôle crucial de plateforme face à l'évolution de l'architecture de l'aide. De nombreux pays ont bénéficié d'un allègement de leur dette et ont amélioré l'efficacité avec laquelle ils utilisent l'APD. On peut toutefois craindre que la progression des volumes d'aide globaux ne corresponde pas aux engagements existants. Nous sommes donc convenus qu'il est urgent de donner une suite concrète aux engagements pris au titre de l'aide internationale, et nous prions instamment ceux qui ne l'ont pas encore fait de tenir leurs promesses notamment de doubler l'aide à l'Afrique subsaharienne d'ici 2010. Il importe de faire plus pour appliquer les principes de l'efficacité de l'aide présentés dans la Déclaration de Paris, en particulier en mettant davantage l'accent sur les résultats. Cela est d'autant plus important que l'architecture de l'aide internationale est de plus en plus diversifiée et de plus en plus complexe, si l'on considère l'augmentation du nombre de bailleurs de fonds, les possibilités d'un accroissement des montants mais aussi de la fragmentation de l'aide, et le recours accru à l'affectation des fonds par le biais de

mécanismes verticaux. Nous prenons note de la contribution de la coopération Sud-Sud à la mobilisation des ressources et à l'apport des connaissances nécessaires au développement. Nous enjoignons tous les bailleurs d'aide au développement de se conformer au modèle centré sur le pays afin d'améliorer l'efficacité et la transparence de l'aide, et de respecter le cadre d'évaluation du niveau d'endettement tolérable, qui devrait faire l'objet d'un suivi régulier. Nous attendons avec intérêt le Forum de haut niveau d'Accra pour faire avancer ce dossier.

8. Nous appuyons vigoureusement l'intensification décisive des efforts déployés en vue de parvenir à un accord sur un ambitieux programme propice à la croissance dans le cadre des négociations multilatérales de Doha, qui favorise l'accès aux marchés. Nous insistons sur la nécessité d'intégrer le commerce et la compétitivité dans les stratégies de développement nationales, tout en accroissant l'appui accordé au titre de l'Aide à la facilitation des échanges, notamment en soutenant les actions menées par les pays pour renforcer la logistique commerciale et assurer un accès compétitif aux services, qui jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la compétitivité des pays pauvres et leur aptitude à tirer parti des opportunités commerciales.

9. Nous notons les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale en faveur des pays à revenu intermédiaire, et nous nous félicitons des changements introduits récemment et des innovations en cours dans les produits financiers et les instruments de prêt du Groupe de la Banque mondiale. Nous engageons vivement la Banque à s'appuyer davantage sur les systèmes nationaux lorsque les circonstances s'y prêtent, à simplifier davantage les modalités d'utilisation de ses services, et à réduire encore le coût non financier de ses prestations, sans compromettre les mesures essentielles de protection environnementale et sociale.

10. Nous constatons avec satisfaction l'avancée régulière de la mise en œuvre de la stratégie visant à promouvoir la gouvernance et à lutter contre la corruption. Nous attendons avec intérêt l'application intégrale des recommandations du rapport Volcker visant à renforcer la transparence et la gouvernance interne, l'intégrité des projets, l'efficacité de la lutte contre la corruption, la coopération avec les partenaires et la prise en compte des leçons de l'expérience.

11. Nous accueillons avec satisfaction la Note de synthèse et d'information qui a été préparée sur la définition d'un cadre d'action stratégique concernant le changement climatique et le développement pour le Groupe de la Banque mondiale. Nous soulignons qu'il importe que le Groupe de la Banque mondiale s'attaque aux problèmes posés par le changement climatique dans le contexte global de sa mission fondamentale qui est de promouvoir la croissance économique et de faire reculer la pauvreté. Nous soulignons également que les effets du changement climatique se font sentir dans de nombreux secteurs, d'où la nécessité d'une approche plurisectorielle intégrée. Nous reconnaissons l'importance du rôle catalytique que le Groupe de la Banque mondiale peut jouer pour promouvoir une architecture financière qui facilite la riposte aux changements climatiques, ainsi que son expérience des financements générés par le marché du carbone. Nous demandons que le Cadre d'action stratégique analyse de manière plus approfondie les besoins de financement supplémentaire pour faire face aux changements climatiques, la mobilisation des financements du secteur privé, ainsi que les complémentarités entre les nouveaux mécanismes de financement et ceux qui existent déjà. Nous insistons sur le fait que les ressources financières nécessaires pour faire face aux changements climatiques doivent venir s'ajouter à celles actuellement fournies au titre de l'APD. Compte tenu du rôle de premier plan joué par la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), nous demandons également que le Cadre d'action stratégique définisse de manière plus précise le rôle envisagé pour le Groupe de la Banque mondiale et la répartition des tâches avec les institutions des Nations Unies et les autres principaux acteurs internationaux, y compris le secteur privé. Reconnaisant que l'accès à l'énergie reste un déterminant essentiel du développement, nous soutenons les objectifs du Groupe de la Banque mondiale qui visent à promouvoir le recours à des sources

d'énergies renouvelables et à des technologies propres, à encourager les transferts de technologie et à soutenir la recherche-développement. Nous prenons acte des travaux en cours concernant la conception, la structure de gouvernance et le financement des nouveaux fonds d'investissement climatique, tels que le Fonds pour les technologies non polluantes, face au défi posé par le changement climatique. Nous notons avec satisfaction les consultations en cours visant à définir un cadre d'action stratégique qui tienne compte des besoins des clients, et nous attendons avec intérêt d'en examiner les conclusions à notre prochaine réunion.

12. Nous accueillons avec satisfaction le rapport du Directeur général sur la réforme des quotes-parts et de la voix au FMI. Nous encourageons la Banque à faire avancer les dossiers concernant tous les aspects de la voix et de la participation, en gardant à l'esprit le caractère distinct de la mission de développement de l'institution et l'importance du renforcement de la voix et de la participation pour tous les pays en développement ou en transition du Groupe de la Banque mondiale. Nous appelons de nos vœux des consultations qui associent tous les actionnaires, et nous attendons avec intérêt des suggestions concrètes de la part des Administrateurs de la Banque d'ici notre prochaine réunion, en vue de parvenir à un consensus sur une proposition d'ensemble avant les Réunions de printemps de 2009.

13. La date de la prochaine réunion du Comité, qui se tiendra à Washington, est fixée au 12 octobre 2008.